

FORMULAIRE DE COMMUNICATION DES COMPTES ETRANGERS

AU POINT DE CONTACT CENTRAL

(article 307, § 1er, al. 2 du Code des impôts sur les revenus 1992)

(partie 1, cadre XIV, A de la déclaration à l'impôt des personnes physiques)

A renvoyer dûment complété et signé, sous pli suffisamment affranchi, à l'adresse suivante:
Banque nationale de Belgique, Point de contact central, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles,
accompagné dans tous les cas d'une copie recto-verso du document d'identité
du contribuable visé au point 1.

Les références entre parenthèses renvoient à la notice explicative de ce formulaire. Afin de remplir et d'introduire correctement ce formulaire, il est nécessaire de consulter la notice explicative.

1. IDENTIFICATION DU CONTRIBUABLE (n° 1)

Numéro au Registre national (ou numéro de registre-bis)	
Nom + premier prénom officiel	

2. IDENTIFICATION DU MANDATAIRE ÉVENTUEL (n° 2)

Nom	
Prénom	
Dénomination (si le mandataire est une personne morale)	
Rue + numéro	
Code postal	
Localité	
Pays	

3. IDENTIFICATION DU/DES COMPTE(S) ETRANGER(S)

- Mentionnez un seul compte par tableau/page.
- Veuillez attribuer pour chaque compte étranger un numéro de suite (1, 2, 3...), dans la case grisée du tableau, et mentionner le nom et le prénom du contribuable repris sous le n° 1 de ce formulaire.
- Mentionnez aussi le(s) compte(s) des enfants dont les revenus sont cumulés avec les revenus des parents (n° 1 et 3).
- Retirez les éventuels tableaux non utilisés du document à renvoyer à la Banque nationale de Belgique.
- Si les tableaux prévus sont insuffisants : voir n° 3 de la notice explicative.

N° de suite du compte: concernant :	
<i>(n° 3, a)</i>	
Numéro du compte <i>(n° 3, b)</i> :	
Dénomination de l'établissement <i>(n° 3, c)</i> :	
Code BIC de l'établissement* <i>(n° 3, d)</i> :	
Pays où le compte a été ouvert <i>(n° 3, e)</i> :	
Période imposable <u>la plus ancienne</u> au cours de laquelle le compte existait (entre 2011 et 2015) <i>(n° 3, f)</i> :	<i>(par exemple : 2012)</i>
Date éventuelle de clôture du compte <i>(n° 3, g)</i> :	<i>(par exemple : 31/07/2012)</i>
Dernière période imposable (entre 2011 et 2015) durant laquelle les revenus de l'enfant ont été cumulés avec ceux des parents <i>(n° 3, h)</i> :	<i>(par exemple : 2012)</i>

* Si l'établissement n'a pas de code BIC, veuillez mentionner ci-dessous l'adresse complète de son siège social ou principal *(n° 3, d)*:

Rue + numéro	
Code postal et localité	
Province/Etat/Région	
Pays	

N° de suite du compte: concernant :	
<i>(n° 3, a)</i>	
Numéro du compte <i>(n° 3, b)</i> :	
Dénomination de l'établissement <i>(n° 3, c)</i> :	
Code BIC de l'établissement* <i>(n° 3, d)</i> :	
Pays où le compte a été ouvert <i>(n° 3, e)</i> :	
Période imposable <u>la plus ancienne</u> au cours de laquelle le compte existait (entre 2011 et 2015) <i>(n° 3, f)</i> :	<i>(par exemple : 2012)</i>
Date éventuelle de clôture du compte <i>(n° 3, g)</i> :	<i>(par exemple : 31/07/2012)</i>
Dernière période imposable (entre 2011 et 2015) durant laquelle les revenus de l'enfant ont été cumulés avec ceux des parents <i>(n° 3, h)</i> :	<i>(par exemple : 2012)</i>

* Si l'établissement n'a pas de code BIC, veuillez mentionner ci-dessous l'adresse complète de son siège social ou principal *(n° 3, d)*:

Rue + numéro	
Code postal et localité	
Province/Etat/Région	
Pays	

N° de suite du compte: concernant :	
<i>(n° 3, a)</i>	
Numéro du compte <i>(n° 3, b)</i> :	
Dénomination de l'établissement <i>(n° 3, c)</i> :	
Code BIC de l'établissement* <i>(n° 3, d)</i> :	
Pays où le compte a été ouvert <i>(n° 3, e)</i> :	
Période imposable <u>la plus ancienne</u> au cours de laquelle le compte existait (entre 2011 et 2015) <i>(n° 3, f)</i> :	<i>(par exemple : 2012)</i>
Date éventuelle de clôture du compte <i>(n° 3, g)</i> :	<i>(par exemple : 31/07/2012)</i>
Dernière période imposable (entre 2011 et 2015) durant laquelle les revenus de l'enfant ont été cumulés avec ceux des parents <i>(n° 3, h)</i> :	<i>(par exemple : 2012)</i>

* Si l'établissement n'a pas de code BIC, veuillez mentionner ci-dessous l'adresse complète de son siège social ou principal *(n° 3, d)*:

Rue + numéro	
Code postal et localité	
Province/Etat/Région	
Pays	

N° de suite du compte: concernant :	
<i>(n° 3, a)</i>	
Numéro du compte <i>(n° 3, b)</i> :	
Dénomination de l'établissement <i>(n° 3, c)</i> :	
Code BIC de l'établissement* <i>(n° 3, d)</i> :	
Pays où le compte a été ouvert <i>(n° 3, e)</i> :	
Période imposable <u>la plus ancienne</u> au cours de laquelle le compte existait (entre 2011 et 2015) <i>(n° 3, f)</i> :	<i>(par exemple : 2012)</i>
Date éventuelle de clôture du compte <i>(n° 3, g)</i> :	<i>(par exemple : 31/07/2012)</i>
Dernière période imposable (entre 2011 et 2015) durant laquelle les revenus de l'enfant ont été cumulés avec ceux des parents <i>(n° 3, h)</i> :	<i>(par exemple : 2012)</i>

* Si l'établissement n'a pas de code BIC, veuillez mentionner ci-dessous l'adresse complète de son siège social ou principal *(n° 3, d)*:

Rue + numéro	
Code postal et localité	
Province/Etat/Région	
Pays	

4. INFORMATION CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES CI-DESSUS

En vertu de l'article 307, § 1, deuxième alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92), chaque contribuable est tenu de communiquer les données figurant dans ce formulaire au point de contact central (PCC) visé à l'article 322, § 3 du CIR 92 s'il a été titulaire ou co-titulaire – même à titre temporaire – d'un compte à l'étranger durant une des périodes imposables visées. En outre, chaque parent doit également communiquer ces mêmes données en ce qui concerne les comptes étrangers dont ses enfants ont été titulaires ou co-titulaires durant une des périodes imposables visées, et ce aussi longtemps que les revenus des enfants sont cumulés avec ceux des parents.

Ces données sont enregistrées dans le PCC afin de permettre aux fonctionnaires du fisc chargés de l'établissement et du recouvrement de l'impôt sur les revenus de vérifier, dans certains cas et moyennant le respect de procédures strictes, auprès de quels établissements financiers étrangers un contribuable détient ou a détenu des comptes afin, soit de déterminer le montant des revenus imposables du contribuable, soit d'établir sa situation patrimoniale en vue d'assurer le recouvrement des impôts et des précomptes dus en principal et additionnels, des accroissements d'impôts et des amendes administratives, des intérêts et des frais. D'autres administrations, organismes ou pouvoirs publics peuvent également être habilités par le législateur à consulter le PCC, suivant les modalités et aux fins définies par la loi. Tel est actuellement le cas de l'Organe central pour la saisie et la confiscation, qui relève du Ministère public et peut consulter le PCC dans le cadre d'enquêtes portant sur des comptes bancaires.

Le PCC est géré par la Banque nationale de Belgique, dont le siège principal est établi à 1000 Bruxelles, boulevard de Berlaimont 14.

Tout contribuable a le droit de prendre connaissance auprès de la Banque nationale de Belgique des données enregistrées à son nom par le PCC. Lorsque les données se révèlent inexactes, le contribuable a également le droit de les corriger ou de les faire supprimer sans frais.

Les données relatives à chaque compte étranger sont conservées jusqu'à l'expiration de la huitième année qui suit celle au cours de laquelle le compte étranger a été clôturé, d'après l'information communiquée par le contribuable. Les données d'identification du contribuable sont conservées jusqu'à l'expiration de la huitième année qui suit celle au cours de laquelle le dernier compte étranger enregistré au nom du contribuable a été clôturé, d'après l'information communiquée par celui-ci. A l'expiration du délai de conservation précité, les données échues sont irrévocablement effacées du PCC.

5. ANNEXES ET SIGNATURE:

Nombre de comptes communiqués dans ce formulaire (<i>n° 4, a</i>):	
Nombre de documents annexés (<i>n° 4, b</i>):	
Nom + prénom du signataire (<i>n° 4, c</i>):	
CERTIFIE EXACT par le signataire, le	
Signature:	